

La riposte et la lutte sans concession face à l'offensive austéritaire brutale.

François Bayrou a fait sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale en n'annonçant aucune mesure. Le Premier Ministre tente d'imposer une austérité brutale aux travailleurs sans être censuré: « *Nous ne changerons pas l'objectif de retour aux 3 % de déficit en 2029* » martèle-t-il. Coupes budgétaires, attaques contre les travailleurs et les étrangers: la déclaration de politique générale de Bayrou montre l'étendue de l'offensive qu'il entend mener. La dette publique est instrumentalisée afin de justifier les plans d'austérité visant à réduire la dépense publique. Pour Bayrou ce serait un « *fardeau pour les générations futures* » ou la preuve que la France vivrait « *au-dessus de ses moyens* », il convient donc de la réduire à tout prix. Le même discours est tenu par le président du Mouvement des entreprises de France (Medef) Patrick Martin sur France Inter déclarant : « *Combien de nos concitoyens sont-ils conscients qu'à la naissance, un petit Français supporte d'entrée de jeu 45 000 euros de dette publique* » ? Les données de l'Insee montrent pourtant que ce discours est simpliste et faux. Il cache cette réalité : Macron a réduit de près de 70 milliards d'euros les recettes fiscales et fait monter les aides aux entreprises à près de 160 milliards d'euros par an. Il est là le creusement de la dette publique et ce financement généreux de l'Etat aux entreprises nous rend dépendants des conditions imposées par les marchés financiers et le niveau des taux d'intérêt.

Les travailleurs sont sommés de se serrer la ceinture et le nouveau gouvernement maintient l'objectif de 50 milliards d'euros d'économies pour 2025. Concernant les retraites les annonces de Bayrou étaient très attendues. Le Premier ministre et le PS avait négocié un accord de non-censure sur le dos des retraités. Il a choisi de renvoyer le sujet aux partenaires sociaux se contentant d'annoncer l'organisation d'un « *conclave* » de trois mois, réunissant les « *partenaires sociaux* » pour étudier des pistes de financement alternatives. ([voir article 908 Dialogue social*](#))

Bayrou s'est également adressé ouvertement au RN en revendiquant davantage de contrôles à l'immigration : en réactivant « *le comité interministériel de contrôle de l'immigration* » et félicité l'action « *ferme* » du ministre de l'Intérieur Retailleau. Bayrou joue sur deux tableaux, s'attirer le PS autour de la question des retraites, et les bonnes grâces du RN, comme les économies sur les agences indépendantes de l'Etat que le RN avait pris comme cible. Autre gage donné au RN : la proposition de réformer le « *mode de scrutin législatif* » en introduisant la proportionnelle pour écarter toute perspective de censure.

Bayrou promet aussi une « *débureaucratisation* » une des demandes du patronat : « *notre bureaucratie est trop lourde, elle est incroyablement nuisible au développement du pays* » dit-il, Bayrou a aussi rassuré les patrons, ils ne subiront pas de hausse trop forte d'impôts ou de cotisation. Selon *Les Echos*, la taxation du capital (flat tax) n'augmentera pas, tandis qu'une surtaxe de l'impôt sur les sociétés aura lieu en 2025 mais pas en 2026. De quoi donc contenter les macronistes, LR et lepénistes et les actionnaires du CAC40 ayant reçu, au titre de 2024, 100 milliards d'euros de dividendes ! « *Ma conviction est que, nos entreprises, nous devons leur faciliter la tâche, dans des conditions fixées par la démocratie sociale. Elles doivent être prémunies contre des augmentations exponentielles d'impôts et de charges* », a-t-il tranché. Depuis quatre ans, les entreprises du CAC40 battent des records de versements de dividendes à leurs actionnaires, une insulte face aux offensives austéritaires imposées aux travailleurs. Une nouvelle année de record pour les actionnaires du CAC40 ce qui fait une augmentation de 60 % depuis 2019. Tandis que les travailleurs continuent de subir des attaques menaçant et fragilisant leur emploi, réduisant leur retraite et dégradant leurs conditions de vie. Malgré ces profits historiques, les grands

groupes continuent de licencier à tour de bras. Il existe des ressources massives, détournées au profit d'une minorité au détriment des conditions de vie de la majorité. Il faut faire payer les capitalistes, pas négocier des miettes avec eux. Cet enrichissement des actionnaires est un vol des richesses créées par les travailleurs, détournées pour servir les intérêts du capital.

L'urgence : construire la riposte

L'heure est à une lutte déterminée et à la construction d'un véritable rapport de force face au patronat et au gouvernement. **Ce n'est pas à Matignon, à l'Elysée, au Parlement ou en conclave que l'on gagnera.** Le dialogue social mène les travailleurs au désastre social. La seule issue est de se battre pour nos intérêts de classe **par la grève et dans la rue que notre avenir se décidera: pour nos revendications sociales, augmenter les salaires, abroger la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, défendre les services publics.**

*<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3206-dialogue-social-collaboration-de-classe-sont-nos-lignes-rouges>